

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE MARSEILLE**

N° 1007944

REPUBLIQUE FRANÇAISE

**LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX
PACA**

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

**M. Coutier
Rapporteur**

Le Tribunal administratif de Marseille,

**M. Fédi
Rapporteur public**

(5ème Chambre)

Audience du 26 novembre 2012
Lecture du 10 décembre 2012

44-045-06
C

Vu la requête, enregistrée le 13 décembre 2010, présentée par la LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX PACA, dont le siège est villa Saint-Jules 6 avenue Jean-Jaurès à Hyères (83400) ;

La LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX PACA demande au Tribunal :

1°) d'annuler l'arrêté du 14 octobre 2010 du préfet des Alpes-de-Haute-Provence portant dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces et d'habitats d'espèces animales protégées dans le cadre du projet de construction d'une centrale photovoltaïque sur le site de Catalany - commune de Valensole (Alpes-de-Haute-Provence) ;

2°) de mettre à la charge de la société EDF Energies nouvelles France la somme de 1 500 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

La LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX PACA soutient :

- que sa requête est recevable ;

- que l'arrêté attaqué est entaché d'un vice de procédure dès lors qu'il n'est pas démontré que le Conseil national de protection de la nature (CNP) a régulièrement été destinataire du dossier de demande de dérogation au minimum cinq jours avant la séance ;

- que le rapport de présentation du projet n'a pas dressé un inventaire complet des espèces protégées ;

- que l'arrêté est entaché de « vices d'insuffisance » en ce qu'il a omis d'indiquer que l'autorisation de destruction doit également concerner les sites de reproduction et de repos du bruant ortolan, du pipit rousseline et de l'engoulevent d'Europe, espèces protégées, et que cette autorisation doit aussi concerner les espèces protégées de chauves-souris dont la présence est avérée sur le site, ainsi que la magicienne dentelée, espèce protégée d'invertébré, dont la présence est également avérée sur le site ;

- que l'étude d'incidences est insuffisante ;

- que l'arrêté méconnaît la directive européenne « habitats » ;

- que les mesures de réduction ne garantissent pas un résultat ;

- qu'en l'absence de certitude quant à l'effet du projet sur les objectifs de conservation du site Natura 2000, le principe de précaution aurait dû commander l'abandon du projet ;

- que le projet aurait dû être développé dans le cadre d'un document d'objectif de la ZPS du site Natura 2000 « Plateau de Valensole » finalisé ;

- que le projet ne présente pas le caractère d'intérêt public majeur ;

- que ce projet industriel de grande ampleur est incompatible avec le périmètre d'un parc naturel régional ;

- qu'il n'est pas établi que des solutions alternatives satisfaisantes ont été recherchées, en méconnaissance de l'article L. 411-2 du code de l'environnement ;

Vu la décision attaquée ;

Vu la mise en demeure adressée le 23 mars 2012 au préfet des Alpes-de-Haute-Provence, en application de l'article R. 612-3 du code de justice administrative, et l'avis de réception de cette mise en demeure ;

Vu le mémoire en défense, enregistré le 5 octobre 2012, présenté par le préfet des Alpes-de-Haute-Provence, qui conclut au rejet de la requête par les motifs contraires ;

Vu le mémoire, enregistré le 21 novembre 2012, présenté par la SAS centrale photovoltaïque de Valensole, qui conclut à l'irrecevabilité de la requête et subsidiairement, à son rejet au fond, et demande, en outre, que la LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX PACA soit condamnée à lui verser la somme de 3 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

La SAS centrale photovoltaïque de Valensole soutient que la capacité à agir du représentant de l'association n'est pas établie ; que l'intérêt à agir de l'association n'est pas établi ; que le droit français, conformément au droit communautaire, interdit la destruction d'espèces protégées dans une zone géographique donnée, et non la destruction de spécimens de ces espèces ; que le chantier étant achevé, l'arrêté attaqué est devenu sans objet ; que cet arrêté n'est pas entaché d'un vice de

procédure ; que le rapport de présentation du projet a bien dressé un inventaire complet des espèces protégées ; que le projet n'affecte pas les individus considérés par la requérante comme ayant été omis dans l'arrêté litigieux, ni leur site de nidification ; que l'étude d'incidences est suffisante ; que l'exception d'illégalité de la directive européenne « habitats » est inopérante et qu'en toute hypothèse, le moyen manque en fait ; que le grief relatif aux mesures de réduction est infondé dès lors qu'aucune pelouse sèche ne sera impactée par le projet ; que les conditions exigées pour l'activation du principe de précaution ne sont pas réunies ; que le projet présente un caractère d'intérêt public majeur ; que le projet est compatible avec le périmètre d'un parc naturel régional ; qu'il n'y avait pas lieu de rechercher des solutions alternatives ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu la directive 92/43/CEE du conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages, dite directive « habitats » ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de justice administrative ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 26 novembre 2012 :

- le rapport de M. Coutier ;
- les conclusions de M. Fédi, rapporteur public ;
- les observations de Me Elfassi pour la SAS centrale photovoltaïque de Valensole - EDF énergies nouvelles France ;

1- Considérant que par arrêté du 14 octobre 2010, le préfet des Alpes-de-Haute-Provence a accordé à la SAS centrale photovoltaïque de Valensole - EDF énergies nouvelles France une dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces et d'habitats d'espèces animales protégées dans le cadre du projet de construction d'une centrale photovoltaïque sur le site de Catalany, sur la commune de Valensole ; que la LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX PACA conteste cet arrêté ;

Sur les conclusions à fin d'annulation et sans qu'il soit besoin de statuer sur la recevabilité de la requête :

S'agissant de la légalité externe :

2- Considérant que si la LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX PACA soutient que l'arrêté attaqué a été pris au terme d'une procédure irrégulière en ce que, en méconnaissance des dispositions des articles R. 133-5 à R. 133-16 du code de l'environnement régissant le fonctionnement du Conseil national de protection de la nature, ce dernier n'aurait pas été destinataire du dossier de demande de dérogation au minimum cinq jours avant la séance au cours de laquelle il a eu à en connaître, un tel délai n'est aucunement prévu par les articles précités ; qu'il s'ensuit que le moyen manque en droit et ne peut qu'être écarté ;

3- Considérant que si l'association requérante estime que le rapport de présentation du projet n'a pas dressé un inventaire complet des espèces protégées présentes sur le site en ce qu'il n'en mentionne que huit, négligeant ainsi le pipit rousseline, le bruant ortolan, l'engoulevent d'Europe, le hibou moyen-duc, des chiroptères, la magicienne dentelée, il ressort des pièces du dossier, et n'est pas contesté, que l'étude d'incidences que le maître d'ouvrage, EDF Energies nouvelles, a fait réaliser par les associés Gomila/Naturalia dans le cadre de ce projet, a bien recensé lesdites espèces présentes ; que le moyen, qui manque en fait, doit par suite être écarté ;

S'agissant de la légalité interne :

En ce qui concerne le moyen tiré de l'absence de mention, dans l'arrêté, de certaines espèces protégées :

4- Considérant que la LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX PACA se plaint que l'arrêté attaqué ne mentionne pas le bruant ortolan, le pipit rousseline, l'engoulevent d'Europe, le hibou moyen-duc, les chiroptères, la magicienne dentelée, alors que ces espèces protégées sont présentes sur le site assiette du projet litigieux ; qu'il ressort des pièces du dossier que si les espèces chiroptères protégées sont effectivement présentes sur le site de Catalunya, leurs abris, en espaces forestiers, ne figurent pas dans le périmètre d'implantation du projet, pas plus que ceux du hibou moyen-duc ; que la redéfinition du périmètre du projet, qui passe de 80 à 33,3 ha, épargne les zones de pelouses fréquentées par la magicienne dentelée et les zones dans lesquelles ont été localisés les spécimens de bruant ortolan, de pipit rousseline et d'engoulevent d'Europe ; qu'en outre, l'arrêté a prévu que les travaux s'effectueraient en dehors de la période de mai à fin juillet afin de préserver la période de reproduction sur le site de ces oiseaux ; qu'il suit de là que le moyen ne peut qu'être écarté ;

En ce qui concerne le moyen tiré de l'insuffisance de l'étude d'incidences :

5- Considérant que la LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX PACA soutient que l'étude d'incidences est insuffisante et non proportionnée aux enjeux pour les habitats prioritaires dès lors que le bureau d'étude n'a effectué que deux jours de prospection botanique efficaces pour une superficie de 80 ha ; que l'association requérante ne précise nullement en quoi cette étude serait insuffisante, alors qu'il ressort des pièces du dossier que le travail d'inventaire s'est déroulé sur six jours pour la flore et sur dix jours pour la faune, sur une période totale de huit mois ; qu'ainsi la requérante n'assortit pas ce moyen de précisions suffisantes pour en apprécier la portée ; qu'il doit, dès lors, être écarté ;

En ce qui concerne le moyen tiré de la méconnaissance de la directive « habitats » :

6- Considérant que pour soutenir que l'arrêté attaqué méconnaît la directive « habitats », la LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX PACA se borne à comparer le projet litigieux avec un projet mené par GDF en pays de Crau en mentionnant des pourcentages d'espaces impactés, sans rapport avec le projet litigieux ; que ce faisant, elle n'assortit pas son moyen de précisions suffisantes pour en apprécier la portée ; qu'il ne peut, dès lors, qu'être écarté ;

En ce qui concerne le moyen tiré de l'absence de garanties de résultats des mesures de réduction :

7- Considérant qu'aucune disposition légale ou réglementaire ni aucun principe n'impose une obligation de résultats s'agissant des mesures compensatoires et de réduction des impacts

éventuellement édictées dans le cadre d'une dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces et d'habitats d'espèces animales protégées prévue à l'article L. 411-2 du code de l'environnement ; que par suite, le moyen doit être écarté ;

En ce qui concerne le moyen tiré du non respect du principe de précaution :

8- Considérant que l'association requérante doit être regardée comme invoquant l'erreur manifeste d'appréciation qu'aurait commise le préfet au regard du principe de précaution s'attachant à la préservation des espèces sur le site litigieux ; qu'il ressort toutefois des pièces du dossier que l'impact du projet sur l'environnement est faible dès lors que le site est entropisé, que son périmètre a été sensiblement réduit et que l'atteinte aux habitats d'espèces protégées est mineure ; qu'il y a lieu, par suite, d'écarter le moyen ;

En ce qui concerne le moyen tiré de ce que le projet aurait dû être développé dans le cadre d'un document d'objectif de la ZPS du site Natura 2000 « Plateau de Valensole » finalisé :

9- Considérant qu'aucune disposition légale ou réglementaire ni aucun principe ne faisait obligation au préfet d'inscrire son action dans le cadre d'un document d'objectif (DOCOB) de la ZPS du site Natura 2000 « Plateau de Valensole » ; que le moyen ne peut dès lors qu'être écarté ;

En ce qui concerne le moyen tiré de la méconnaissance des dispositions de l'article L. 411-2 du code de l'environnement :

10- Considérant qu'aux termes de l'article L. 411-1 du code de l'environnement : « I. - *Lorsqu'un intérêt scientifique particulier ou que les nécessités de la préservation du patrimoine naturel justifient la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats, sont interdits : (...) /3° La destruction, l'altération ou la dégradation de ces habitats naturels ou de ces habitats d'espèces ; (...) ; qu'aux termes de l'article L. 411-2 du même code : « Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions dans lesquelles sont fixées : (...) /4° La délivrance de dérogation aux interdictions mentionnées aux 1°, 2° et 3° de l'article L. 411-1, à condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante et que la dérogation ne nuise pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle : /a) Dans l'intérêt de la protection de la faune et de la flore sauvages et de la conservation des habitats naturels ; /b) Pour prévenir des dommages importants notamment aux cultures, à l'élevage, aux forêts, aux pêcheries, aux eaux et à d'autres formes de propriété ; /c) Dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ou pour d'autres raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique, et pour des motifs qui comporteraient des conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement ; (...) » ;*

11- Considérant que si la LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX PACA conteste le fait que le projet réponde à un intérêt public majeur, il ressort des pièces du dossier que ce projet s'inscrit dans le cadre des initiatives visant à lutter contre la pollution, à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à lutter contre le changement climatique, lesquelles sont menées au bénéfice global de l'environnement et dans l'intérêt spécifique de la santé publique ; que dès lors, le préfet pouvait légalement délivrer cette dérogation à ce motif ; que l'installation des panneaux photovoltaïques, objet de ce projet, conduit nécessairement à la destruction de certains habitats d'espèces protégées présents sur le site, sans qu'une autre solution satisfaisante existe ; qu'il y a lieu, par suite, d'écarter, en ses deux branches, le moyen tiré de la violation de l'article L. 411-2 du code de l'environnement ;

En ce qui concerne le moyen tiré de l'incompatibilité du projet avec le périmètre d'un parc naturel régional :

12- Considérant que pour soutenir que le projet est incompatible avec le périmètre du parc naturel régional du Verdon, la LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX PACA se borne à citer des extraits de jurisprudence et n'assortit pas, ce faisant, son moyen de précisions suffisantes pour en apprécier la portée ; qu'il ne peut, dès lors, qu'être écarté ;

13- Considérant qu'il résulte de tout ce qui précède que la requête doit être rejetée ;

Sur les conclusions tendant à l'application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative :

14- Considérant que les dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative font obstacle à ce que soit mise à la charge de la SAS centrale photovoltaïque de Valensole - EDF énergies nouvelles France, qui n'est pas dans la présente instance la partie perdante, la somme demandée par la LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX PACA, au titre des frais exposés par elle et non compris dans les dépens ; qu'en revanche il y a lieu de faire application de ces dispositions et de mettre à la charge de la LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX PACA la somme demandée par la SAS centrale photovoltaïque de Valensole - EDF énergies nouvelles France, au même titre ;

DECIDE :

Article 1^{er} : La requête est rejetée.

Article 2 : La LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX PACA versera à la SAS centrale photovoltaïque de Valensole - EDF énergies nouvelles France une somme de 1 000 (mille) euros au titre des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Article 3 : Le présent jugement sera notifié à la LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR, au préfet des Alpes-de-Haute-Provence et à la SAS centrale photovoltaïque de Valensole - EDF énergies nouvelles France.

Délibéré après l'audience du 26 novembre 2012, à laquelle siégeaient :

M. Lascar, président,
M. Coutier, premier conseiller,
Mme Rigaud, premier conseiller,

Lu en audience publique le 10 décembre 2012.

Le rapporteur,

Le président,

Signé

Signé

B. COUTIER

M. LASCAR

Le greffier,

Signé

C. DEL TRENTO

La République mande et ordonne au préfet des Alpes-de-Haute-Provence, en ce qui le concerne et à tous huissiers à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition conforme,

Pour le greffier en chef,



